



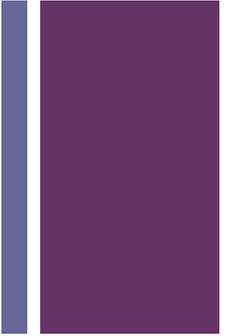
Protection et promotion sociales, protection des droits de la personne dans
trois sites frontaliers (Ouanaminthe, Belladère, Ganthier)

Travailleurs et travailleuses de l'économie informelle



La vision

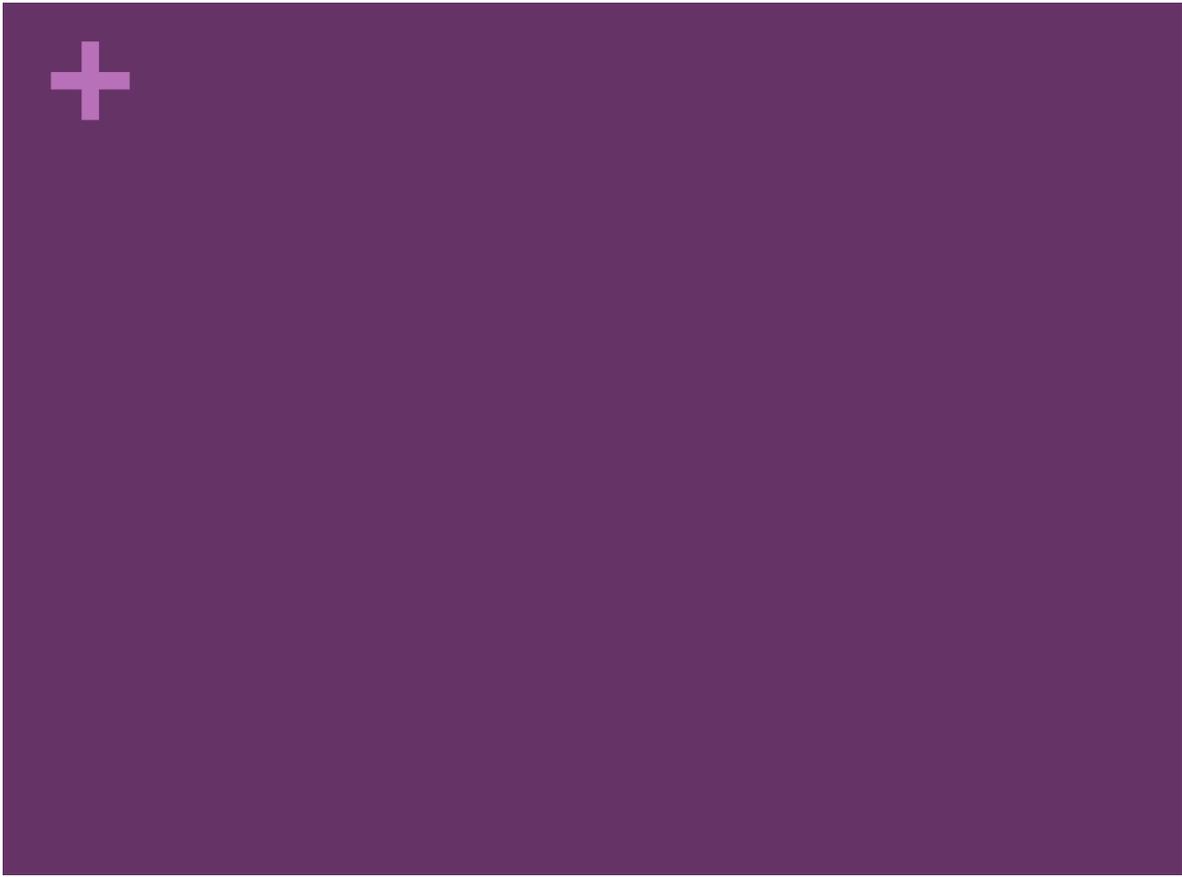
La citoyenneté fondatrice



- Emplois informels / travailleur.euse.s informel.elle.s
 - Emplois dans les unités de production non-enregistrées ou sans comptabilité formelles
 - Emplois dans les entreprises formelles non déclarés aux organismes de sécurité sociale (ou au fisc)

- Frontière
 - Travailleurs et travailleuses des zones frontalières
 - Travailleurs et travailleuses des espaces transfrontaliers

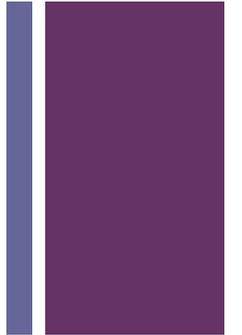
- Relations de genre : le travail des soins et les risques et besoins spécifiques des femmes



Plan



Plan



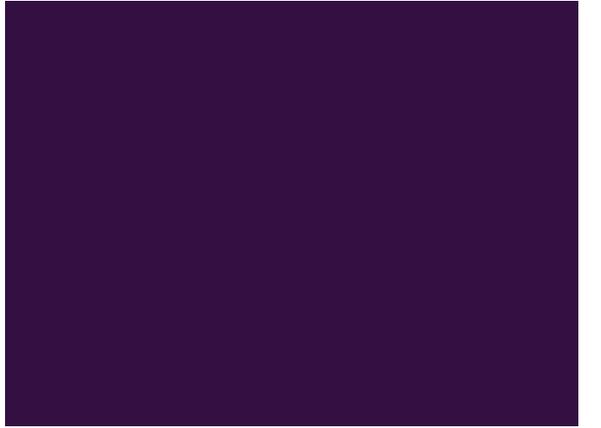
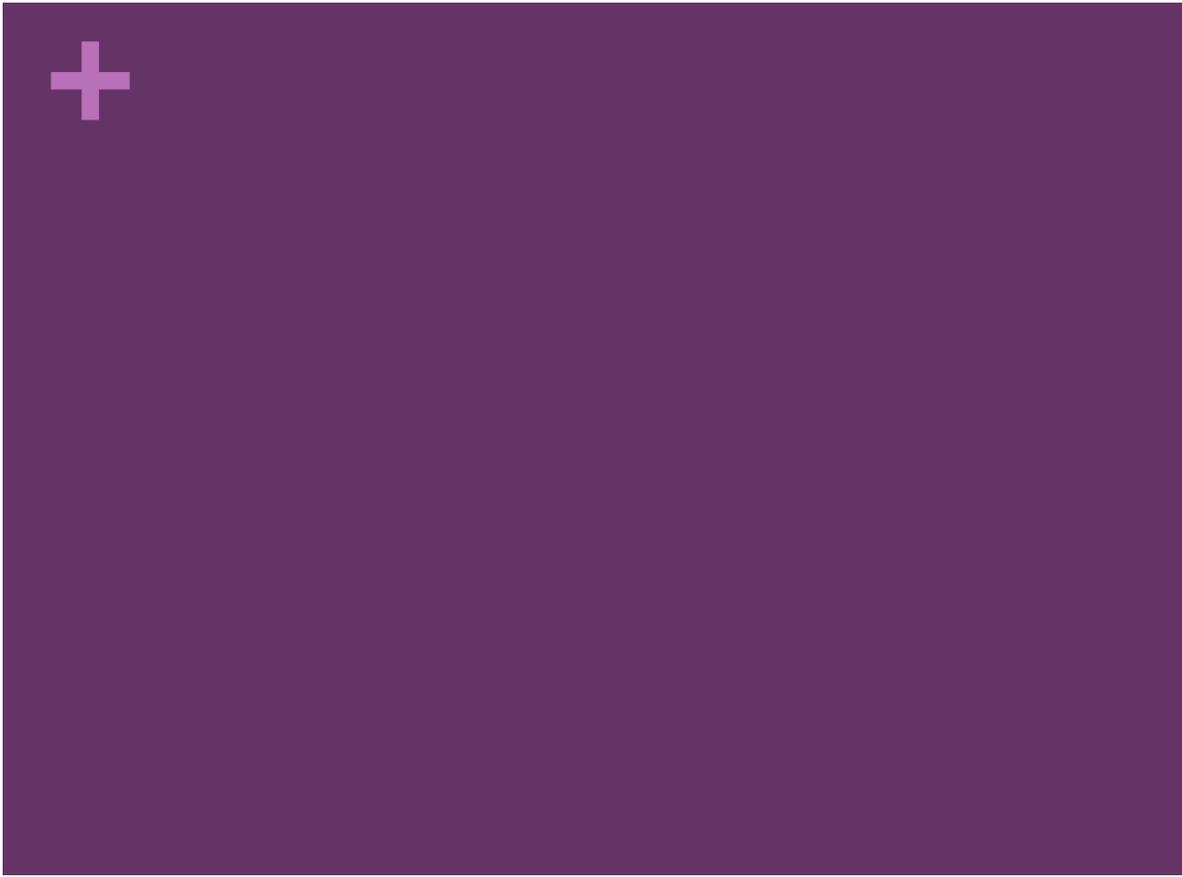
- **La démarche de la cartographie institutionnelle**
 - Inventaire des acteurs
 - Offre et demande de PPS
 - Couvrir toutes les dimensions de la vie

- **Risques et besoins, prestations et services**
 - Travail dans l'emploi et travail des soins
 - Cycle de vie, de l'enfance à la vieillesse

- **Configurations institutionnelles locales**
 - Ouanaminthe
 - Belladère
 - Ganthier

- **Plaidoyer pour les sites frontaliers**
 - Orientations et contenus
 - Des rôles de l'Etat et des collectivités locales

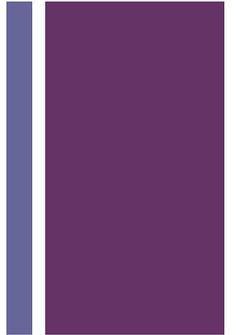
- **Débat : retour sur les régimes de bien-être**



La démarche



Une démarche qualitative

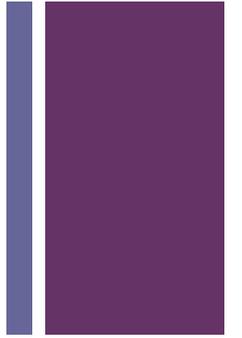


- Trois sites frontaliers
- De l'inventaire des acteurs aux acteurs (vécus et perceptions)
- Offre et demande de protection (PPS, TSS, PDP)
 - Organisation, règles et perspectives de l'offre des acteurs, **étatiques ou non**
 - Identification des besoins et perceptions des **différentes catégories de travailleur.euse.s**, utilisateur.rice.s réel.elle.s ou potentiel.elle.s, sur les prestations et services
- Du travail au hors travail : couvrir (toutes) les dimensions de la vie



Travail et hors travail

Intra-générationnel et inter-générationnel



TRAVAIL DANS L'EMPLOI

1. Travail indépendant
2. Travail salarié

TRAVAIL DES SOINS

1. Travail non rémunéré
2. Travail rémunéré
3. Externalisation du travail des soins

BESOINS HORS TRAVAIL

1. Santé
2. Nutrition
3. Education

DROITS DE LA PERSONNE

1. Identité
2. Droits des migrants
3. Droit à la vie, libre de violence



**Risques et besoins,
prestations et services**

Travailleurs et travailleuses informel.elle.s

+ Risques et besoins, prestations et services

Travail dans l'emploi

■ Travail indépendant

- Commerçants/es: ressources financières, sécurité et régulation de la frontière
- Chauffeurs de taxi-moto : de multiples risques et une demande de régulation
- Pêcheurs, dilution des risques et genre dans le nouveau circuit de commercialisation
- Coopératives de production : marchés, contraintes externes et capacités
- Vendeurs/ses de produits agricoles: la nécessité des appuis à la production
- Enjeux transversaux : accessibilités, inégalités et genre

■ Travail salarié

- Des emplois précaires
- Précarité du travail et syndicats
- Services sociaux du parc industriel de la CODEVI : portée et limites



2f1

DOMAINE

TYPE D'ACTEUR

SITE FRONTALIER

OUANAMINTHE

BELLADÈRE

GANTHIER

RISQUE / BESOIN ET GENRE

(E)

(ENT)

(OBNL)

1. Micro-crédit ONA PAM de l'Office National d'Assurance Vieillesse, agriculteurs compris
2. Appui aux OCB pour le crédit agricole (Fonds d'Assistance Economique et Sociale - FAES)

Garderie Ti pa Ti pa (Parc CODEVI)

1. Formation des OBNS pour création et gestion de Mutuelles de Solidarité (MUSO) / SJM. 2) Formation en éducation financière et distribution de semences agricoles / Solution communautaire
3. Formation en production agro-alimentaire et appui économique / Agro Action Allemande

Vaccination des bétails (MARNDR)

1. Distribution de bétail (boeufs) et de semences aux parents des enfants non scolarisés (Food for the Hungry) 2. "Appui" pour les cabris (Food for the Hungry) 3. Accompagnement sur les *jaden* (Carol Garden)

Garderie dans établissement scolaire / Love a Child

1. Marché public / Love a Child 2. Micro crédit et Mutuelle de solidarité / SJM 3) Cages Communautaires pour la pêche /Caribbean Harvest 4. Micro-crédit / Projet *Chache lavi* (Fondation Enfant Jésus), 5. Formation sur le changement climatique (SJM)

Chômage des femmes / Employabilité

Temps pour l'emploi vs temps du travail des soins

Informalité de l'emploi et faiblesse relative des revenus de l'emploi

10

DES RISQUES GENRÉS NON COUVERTS

PROMOTION SOCIALE DES ADULTES

Adultes

EMPLOYABILITÉ, ACCÈS À L'EMPLOI, CRÉATION / DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISE, REVENUS

Pyramide des problèmes

Pistes de réflexion



Corruption

Principal problème identifié car s'exerçant (avec des dynamiques différentes!) à tous les niveaux et implique la participation de tous les groupes d'acteurs.



Abus de pouvoir

Principale source de corruption morale. Valable pour tous les secteurs selon la relation de pression qui s'applique (v. graphique p. 82).



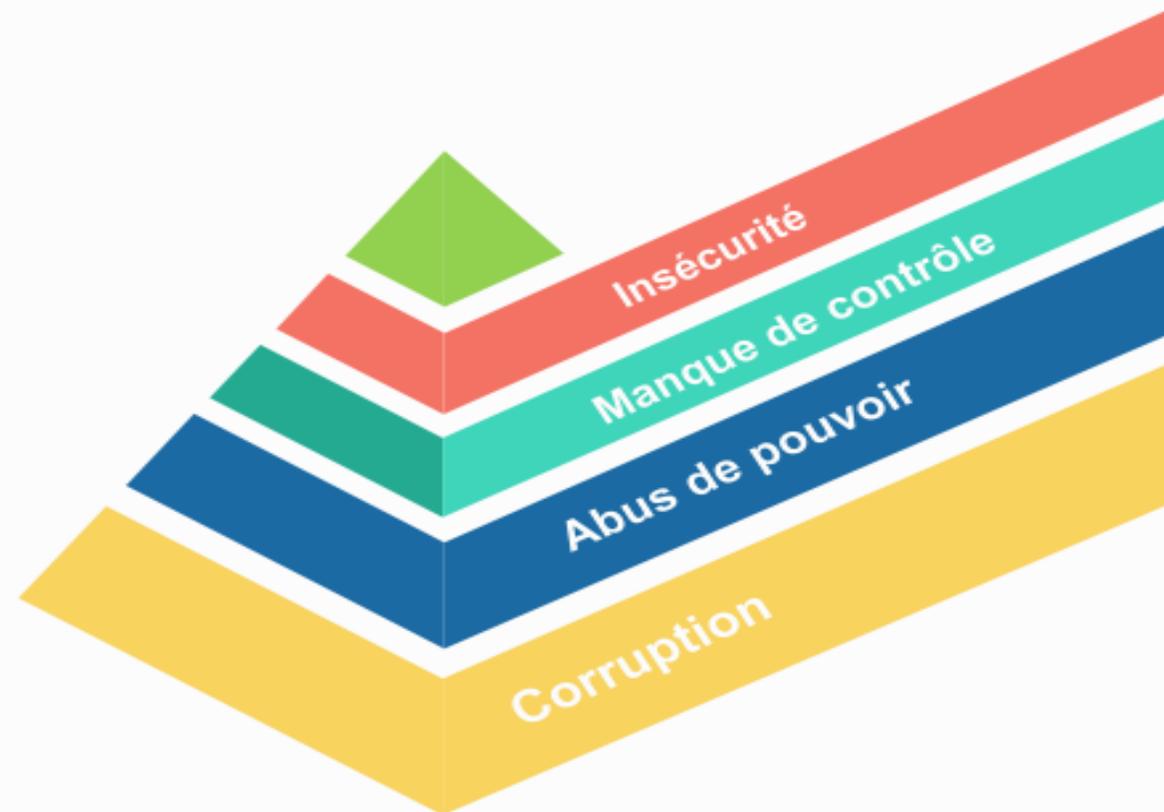
Manque de contrôle

Dû à la non-application des normes et au non-respect /inexistence des lois. Conséquence d'une absence d'ordre et de discipline, ouvre la voie à l'installation de petits groupes de pression qui gèrent et contrôlent les marchés en vue de leurs intérêts propres.



Insécurité et instabilité

Tous les facteurs décrits ci-dessus contribuent à créer un contexte d'insécurité et d'instabilité sur les marchés frontaliers, où les personnes plus particulièrement affectées sont celles qui vivent de cette activité commerciale.



+ Risques et besoins, prestations et services

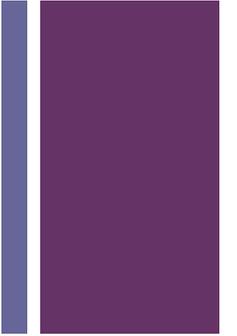
Travail de soins aux personnes

- Arrangements privés (dans et entre ménages)
 - De multiples coûts,
 - Un objet de justice sociale dans les relations de genre
- Externalisation (rare) du travail de soins :
 - Garderie d'entreprise
 - Garderie d'établissement scolaire



Risques, besoins et prestations

Approche par le cycle de vie



- Risques et besoins couverts par étape du cycle de vie
 - **Enfance : survie (santé, nutrition), éducation, et protection de l'enfance en danger**
 - Adolescence : un silence à interroger
 - Des jeunes adultes « invisibles » ?
 - **La promotion sociale des producteurs de biens et services, sans couverture des risques de santé/maternité**
 - **Personnes âgées, une population à charge des familles**
- Questions transversales
 - Genre : la réduction au nombre, des risques non couverts
 - Personnes en situation de handicap : protection et promotion
 - Droits de la personne, droits des migrants (rapatriés) et des déportés



2a	DOMAINE	TYPE D'ACTEUR	SITE FRONTALIER			RISQUE / BESOIN ET GENRE
			OUANAMINTHE	BELLADÈRE	GANTHIER	
Très jeunes enfants / Petite enfance	SURVIE DES ENFANTS ET SOINS AUX ENFANTS	(E)		Services de santé publics (pédiatrie et santé maternelle) / Hôpital La Nativité		Malnutrition, morbidité, mortalité, absence de soins ou soins de mauvaise qualité
		(ENT)	Garderie <i>Ti pa Ti pa</i> (Parc CODEVI)			
		(O NL)	1. Soins de santé (incl. transmission VIH de la mère à l'enfant) / Centre médico-social de Mont-Organisé 2. Soins et nutrition / Danita's Children	Soins de santé (pédiatrie, maternité) / Santé à Gogo	1. Rations alimentaires <i>Ti pa nou</i> / Love a Child 2. Garderie dans établissement scolaire / Love a Child	
		(OBSCS)				
		(MI)	Soins aux enfants intra-ménage, à charge des femmes	Soins aux enfants intra-ménage, à charge des femmes	Soins aux enfants intra-ménage, à charge des femmes	



2b	DOMAINE	TYPE D'ACTEUR	SITE FRONTALIER			RISQUE / BESOIN ET GENRE
			OUANAMINTHE	BELLADÈRE	GANTHIER	
Enfants de moins de 12 ans	ABSENCE DE SCOLARISATION OU ABANDON	(E)				Non-fréquentation scolaire pour cause d'absence ou d'insuffisance de revenus
		(ENT)				
		(OBNL)	Paiement frais scolaire pour enfants démunis (et restauration) / Soeurs St-Jean L'Évangéliste	1. Parrainage enfants non scolarisés, distributions de kits scolaires / Food for the Hungry 2. Distribution de bétail (boeufs) et de semences aux parents des enfants non scolarisés / Food for the Hungry	Ecoles / a. Love a Child b. Fondation Enfant Jésus	
		(OBCS)	Crédits (crédit écolage, crédit solidarité) / Kès Popilè Terrier Rouge (KPTAT)	1. Appui financier occasionnel pour le paiement des frais de scolarité (UCOCAB) 2. Distribution de matériels scolaires (UCOCAB)	Ecoles communales	Non-fréquentation scolaire due au travail domestique
		(MI)	Dépenses de scolarisation à charge des ménages <i>en fonction du revenu et de la capacité à emprunter</i>	Dépenses de scolarisation à charge des ménages <i>en fonction du revenu et de la capacité à emprunter</i>	Dépenses de scolarisation à charge des ménages <i>en fonction du revenu et de la capacité à emprunter</i>	Double charge (travail domestique et école)

PROTECTION DE L'ENFANCE

DES RISQUES GENRÉS NON COUVERTS



2h	DOMAINE	TYPE D'ACTEUR	SITE FRONTALIER		
			OUANAMINTHE	BELLADÈRE	GANTHIER
Personnes âgées	MALADIE, MANQUE OU ABSENCE DE SOINS	(E)	Subvention étatique à un centre d'accueil de personnes âgées /Caisse d'assistance sociale		
		(ENT)			
		(OBNL)			
		(OBCS)			
		(MI)			
	RETRAITE	(E)	1.Allocation monétaire aux personnes âgées / Caisse d'Assistance Sociale 2. Pension / Office National d'Assurance Vieillesse		
		(ENT)			
		(OBNL)			
		(OBCS)			
		(MI)	1. Retrait tardif des systèmes d'emploi 2. Enfants bâton de vieillesse / Ménage	1. Retrait tardif des systèmes d'emploi 2. Enfants bâton de vieillesse / Ménage	1. Retrait tardif des systèmes d'emploi 2. Enfants bâton de vieillesse / Ménage
	RISQUE VEUVAGE (PERTE DE REVENUS OU D'ACTIFS)	(E)	Pension de réversion prévue pour la conjointe en cas de décès du conjoint assuré par l'ONA		
		(ENT)			
		(OBNL)			
(OBCS)					
	(MI)	Prise en charge par le ménage d'appartenance	Prise en charge par le ménage d'appartenance	Prise en charge par le ménage d'appartenance	

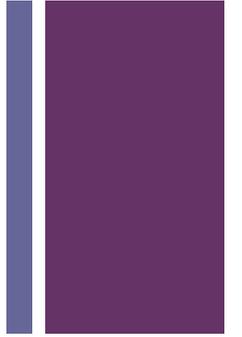
LA VIEILLESSE OUBLIÉE



Configurations institutionnelles locales



Configurations institutionnelles locales



- Des mécanismes étatiques

- à (très faible) couverture

- marquées par le *biais urbain* et la présence de l'industrie d'assemblage

- Les protections, balkanisées, des **institutions non-étatiques**

- **Organismes à but non lucratif (OBNL) : un rôle crucial**

- Assistance sociale (biens et services (quasi)-gratuits, soins sociaux)

- Promotion sociale (intrants, actifs, formation, marchés)

- Protection des droits de la personne (OBNL et syndicats)

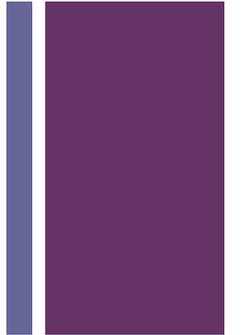
- **Organisations de base, communautaires, coopératives, syndicales (OBCCS) polyvalentes à couverture restreinte**

- Assistance mutuelle (mutuelles)

- Promotion sociale (projets de développement, crédit)



Configurations institutionnelles locales



■ Des solidarités dans la sphère domestique...

- Familles (ménages) et réseaux sociaux
- Transposition à la sphère marchande

■ mais...des ménages

- En majorité sans protection ni accès à la promotion sociale
- Une minorité (plus ou moins forte) avec un accès limité à la PPS/TSS/PDP
 - par des connexions directes avec l'Etat, les OBNL et des entreprises privées
 - à travers les organisations de base comme émanation des ménages

OUANAMINTHE

PROTECTION SOCIALE						
	ASSISTANCE SOCIALE		ASSURANCE SOCIALE	RÉGULATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL	PROMOTION SOCIALE	PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE
	TRANSFERTS ET SERVICES	TRAVAIL SOCIAL DE SOINS				
ETAT	1) Caisse d'Assistance Sociale (allocations monétaires, subvention à un centre d'accueil de personnes âgées) 2) Etablissements de santé publics	1) Accompagnement et Protection des mineurs (IBESR) 2) Office National des migrants (ONM) (accueil de rapatriés) 3) Brigade de Protection des Mineurs (BPM)	1). Office National d'Assurance Vieillesse (ONA) 2) Assurance accidents du travail (indemnités ou prestations médicales) Office d'Assurance Accident du Travail, Maladie, Maternité (OFATMA) *	Bureau du Travail du Ministère des Affaires Sociales (MAST)	1) Micro-crédit ONA PAM de l'Office National d'Assurance Vieillesse 2) Appui aux OCB pour le crédit agricole (Fonds d'Assistance Economique et Sociale - FAES)	1) Office de Protection du Citoyen 2) Légalisation des Organisations Communautaires de Base 3) Etat-civil
ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF	1) Livraison de produits alimentaires aux démunis (CARITAS) 2) Soins médicaux gratuits/quasi-gratuits (Hopital Univers, Danita's Children, Centre médico-social de Mont-Organisé) 3) Paiement de frais scolaires pour les enfants démunis (Soeur Saint-Jean l'Évangéliste) 4) Distribution d'équipements aux personnes vivant avec handicap (FONHARE)	1) Garderie Tipa Tipa (Parc CODEVI) 2) Prise en charge des personnes âgées dans un centre d'accueil (le Bon Samaritain)		N/A	1) SJM / Mutuelle de Solidarité (formation) pour diverses organisations (dont organisations de femmes) 2) Formation en éducation financière et distribution de semences agricoles (Solution communautaire) 3) Formation en transformation agro-alimentaire et appui économique (Agro Action Allemande)	1) Accompagnement juridique des victimes et rapatriés (SJM/Solidarite Fwontalyè) 2) Formation sur VBG, sensibilisation lors des journées internationales relatives aux femmes (8 mars et 25 nov), 3) Assistance légale pour les femmes (Solidarite Fwontalyè) 4) Appui à l'obtention d'actes de naissance 5) Plaidoyer et formation sur les droits de la personne et la VBG, 6) Défense des droits des travailleurs (Syndicats SOKOWA et SOFEZO)
ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES			Mutuelles de solidarité (incorporées dans les OCB). Assimilé à assurance sociale (épargne)	N/A	1) Crédit à l'activité économique (crédit agricole, crédit au commerce) 2) Crédit au logement 3) Autres crédits (crédit écolage, crédit solidarité) / Kès Popilè Terrier Rouge (KPTAT)	
MÉNAGES ET INDIVIDUS	Transfert (dons) monétaires en espèces	SOINS AUX PERSONNES (enfants, adultes, personnes âgées, orphelins, personnes avec handicap)	Absorption des coûts de la santé (out of pocket) ou non accès à la santé 2) Retraite fondée sur les enfants ?	N/A		

GANTHIER

	PROTECTION SOCIALE				PROMOTION SOCIALE	PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE
	ASSISTANCE SOCIALE		ASSURANCE SOCIALE	RÉGULATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL		
	TRANSFERTS ET SERVICES	TRAVAIL SOCIAL DE SOINS				
ETAT	<p>1) Centre de santé de Ganthier 2) Unité Communale de Santé (UCS) Cul-de-Sac Frontière 3) Comité communal de protection civile (Gestion des risques et désastres sensibilisation et formation, revenu de remplacement en cas de désastres)</p>	<p>1) Brigade de protection des mineurs (BPM) 2) Mairie (hébergement provisoire des rapatriés, référencement et réinsertion scolaire) 3) Office National de la Migration (ONM) (revenu de remplacement)</p>	<p>Office National Vieillesse (ONAV) hors commune de Ganthier (Shada)</p>			Etat-civil (défaillant) (au moment de l'enquête qualitative)
ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF	<p>1) Création de villages pour les personnes handicapées et pour les pêcheurs 2) Clinique et ambulance Love a Child 3) Distribution de nourriture - Ti pa nou (Love a Child) à la clinique et à domicile 4) Ecole (Love a Child, Fondation Enfant Jésus)</p>	<p>1) Orphelinat (Love a Child) 2) Protection de l'enfant (Fondation Enfant Jésus) 3) Garderie (Fondation Enfant Jésus, dans établissement scolaire) 4) Prise en charge des rapatriés/réfugiés, en particulier des mineurs non accompagnés, incluant distribution de nourriture (SJM)</p>	<p>Mutuelle de solidarité /SJM) assimilée à une assurance</p>	N/A	<p>1) Marché public - construction et gestion . (Love a Child) 2) Micro crédit/Mutuelle de solidarité (SJM) 3) Cages Communautaires pour la pêche (Caribbean Harvest) 4) Micro-crédit / Projet <i>Chache lavi</i> (Fondation Enfant Jésus), 3) Formation et sensibilisation sur le changement climatique (SJM)</p>	<p>1) Accueil et prise en charge des réfugiés, rapatriés 2) Veille sur la frontière relative aux violations des droits de l'homme 3) Formation et sensibilisation sur les droits de l'homme pour les OCB et les élus locaux</p>
ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES	<p>1) Ecoles communautaires 2) Centre Hospitalier Elyse Morency (CHEM)</p>			N/A	<p>1) Formation et encadrement des paysans 2) Développement communautaire 4) Coopérative d'Épargne et de Micro-crédit (CREME)</p>	Syndicat des transporteurs
MÉNAGES ET INDIVIDUS	<p>Transfert (dons) monétaires en espèces</p>	<p>SOINS AUX PERSONNES (enfants, adultes, personnes âgées, orphelins, personnes avec handicap)</p>	<p>Absorption des coûts de la santé (out of pocket) ou non accès à la santé 2) Retraite fondée sur les enfants ?</p>	N/A		

BELLADÈRE

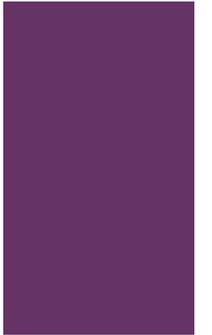
PROTECTION SOCIALE						
	ASSISTANCE SOCIALE		ASSURANCE SOCIALE	RÉGULATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL	PROMOTION SOCIALE	PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE
	TRANSFERTS ET SERVICES	TRAVAIL SOCIAL DE SOINS				
ETAT	1) Services de santé publics (Consultation générale, pédiatrie, chirurgie, gynécologie, infectiologie, médicaments, accouchement, médecine interne) / Hôpital La Nativité 2) Dispensaire à Baptiste				Vaccination des bétails (MARNDR)	Service d'Etat-civil (payant)
ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF	1) Soins de santé (consultation générale, pédiatrie, maternité, soins d'urgence (Santé à Gogo) 2) Parrainage enfants non scolarisés, distributions de kits scolaires 3) Clinique mobile (Food for the Hungry) 4) Appui aux PVVIH (Zanmi Lasanté) 5) Service de matrones (Croix-Rouge ?)			N/A	1) Distribution de bétail (boeufs) et de semences aux parents des enfants non scolarisés (Food for the Hungry) 2) "Appui" pour les cabrits (Food for the Hungry) 3) Accompagnement sur les <i>jaden</i> (Carol Garden)	1) Accompagnement des déportés, incluant les enfants mineurs non accompagnés 2) Plaidoyer sur les questions migratoires 3) Formation sur l'équité de genre (GARR) 4) Enregistrements mineurs rapatriés 5) Réunification familiale 6) Etat-civil et identification (Fondation Zanmi Timoun)
ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES		Aide et protection aux mineurs et veufs (Organisation de développement des femmes pour la renaissance de Belladère (ODFREB) OU Organisation de développement pour la survie des femmes de Belladère (ODSFB)		N/A	1) Crédit commercial et crédit agricole (Coopérative Epargne et Crédit - COOPDES) 2) Captation d'eau et vente eau traitée	
MÉNAGES ET INDIVIDUS	Transfert (dons) monétaires en espèces	SOINS AUX PERSONNES (enfants, adultes, personnes âgées, orphelins, personnes avec handicap)	Absorption des coûts de la santé (out of pocket) ou non accès à la santé 2) Retraite fondée sur les enfants ?	N/A		



Plaidoyer pour les sites frontaliers



Orientations stratégiques



1. Emancipation par les droits

Libérer des besoins, dépendances personnelles et institutionnelles

Emancipation

2. Contre la pauvreté

Vs transmission intergénérationnelle.
Elargissement des opportunités

Contre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté

3. Politiques publiques soutenables

Assurer la viabilité financière et la pérennisation au-delà du temps des projets

Des politiques publiques soutenables

4. Priorisation de la frontière

Résident.e.s, travailleur.euse.s frontalier.ère.s et migrant.e.s.
Migrant.e.s et déporté.e.s comme paradigme du dénuement

Prioriser la zone frontalière

5. Protéger

TOUS les travailleurs et TOUTES les travailleuses

Droit citoyen, universel, à la PPS et à la PDP.

Protéger tous les travailleurs, formels et informels

Intégrer, réguler et étendre les acteurs et mécanismes locaux

6. Intégration des acteurs et mécanismes locaux

Cohérence et efficacité de la politique publique. Eviter les protections tronquées

Protection travail et hors travail

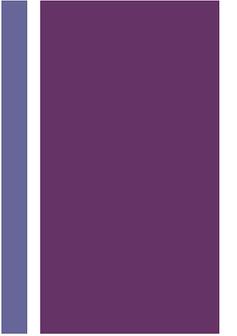
+ Des demandes exprimées aux mécanismes proposés

DEMANDES EXPRIMÉES	COMPOSANTES DU SOCLE DE PPS/TSS/PDP
1. Accès aux soins de santé de base 2. Accès aux soins d'urgence 3. Accessibilité financière des soins de santé 4. Accès au <i>planning familial</i> et à l'éducation sexuelle pour les jeunes	I. Accès aux soins de santé de base, incluant les soins maternité et l'appui à la nutrition
1. Plus de ressources financières à disposition des ménages pour l'éducation, le transport des écoliers, la nourriture 2. Qualité de l'éducation	II. Sécurité d'un revenu de base pour l'accès des enfants à la nutrition, l'éducation, les soins et d'autres biens et services nécessaires
Accès au congé maternité payé (pour les salariées)	III. Sécurité d'un revenu de base pour les personnes en âge de travailler qui ne sont pas en mesure de gagner un revenu suffisant (maladie, chômage, maternité, handicap)
1. Demande (implicite) de prise en charge des personnes âgées, en particulier celles vivant avec handicap 2. Besoin (non exprimé) d'une allocation monétaire pour les personnes âgées à charge (sans revenu)	IV. Sécurité d'un revenu de base pour les personnes âgées
1. Plus de ressources financières pour l'entreprise (capital de départ trop faible) 2. Encadrement / formation (agriculteurs) 3. Infrastructures pour la production (irrigation, citernes..) 4. Intrants pour la production (alvins, ...) 5. Soins à l'élevage (vaccination bétails) et aux cultures (contre les épidémies) 6. Sécurité (vols bétails)	V. Promotion des capacités et des actifs pour les personnes à la recherche d'un emploi, en emploi, pour les coopératives
Mise en place de l'assurance santé pour les ouvriers/ères par l'OFATMA	VI. Assurances sociales (santé)
1. Protéger les travailleuses contre le harcèlement par les superviseurs dans le parc industriel 2. Garantir le droit à la syndicalisation 3. Régulation des sanctions pécuniaires appliquées en cas de retard ou d'absence à l'usine 4. Etablissement d'un droit de passage de la frontière pour les travailleurs transfrontaliers	VII. Droits de la personne (réalisation)



Protection & Promotion sociales

Enjeux des articulations



■ ***Emploi garanti***

- Trois fonctions : *protection* (assurer un revenu digne et stable), *promotion* (accès à un revenu par l'emploi) et *transformation* des relations de genre, en articulation avec la prise en compte du travail des soins
- Une alternative à l'émigration, saisonnière ou non, et le lissage de la consommation.

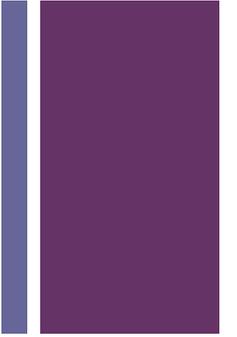
■ ***Economie locale, chaîne de valeur et aménagement du territoire***

■ ***Externaliser ou rémunérer le travail des soins, renforcer la promotion sociale***

- Conciliation entre travail dans l'emploi et travail domestique non rémunéré, réduction de la charge de travail des femmes et des filles
- Création d'emplois dans le secteur des services à la personne
- Allocation de la rémunération vers d'autres activités (études, repos).



Protection des droits de la personne



■ Une composante du socle

- Droits des travailleurs salariés
- Droit à la vie et à l'intégrité physique
- Droit à l'information *sur les droits*

■ Des articulations à construire avec des politiques de gouvernance

- Pour le respect des droits des *agents économiques*, notamment des travailleurs indépendants
- en particulier sur les marchés bi-nationaux

■ Des droits économiques et sociaux généraux **aux droits à la protection et à la promotion sociales**



**Des rôles de l'Etat central et des
collectivités locales**

Intégrer, réguler, étendre



Les coûts de la balkanisation

Multiplication des coûts administratifs, inefficience de la dépense, des opportunités réduites



Une économie d'intermédiaires

Plusieurs couches d'intermédiaires (OBNL et environnement), la captation de ressources destinées aux pauvres marginalisés



Des protections tronquées

L'empire du nombre. De multiples contraintes. **Des prestations ou services de qualité contestable.**

1. Planifier, fixer des objectifs par site frontalier

Des objectifs généraux et des objectifs spécifiques selon les territoires et les acteurs pour chaque composante du socle

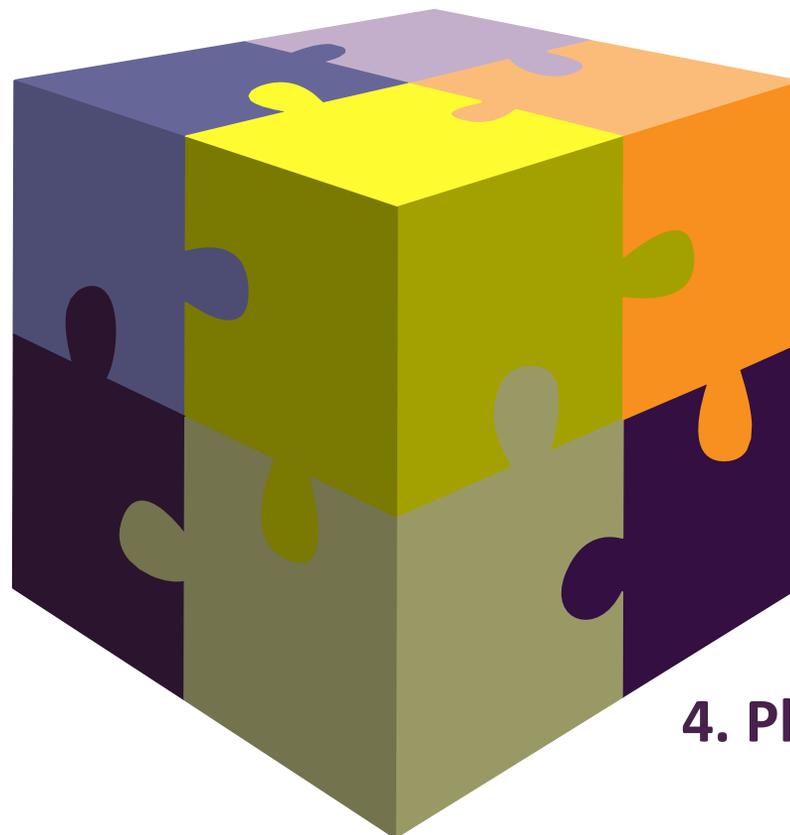
2. Clarifier les contributions des acteurs

Etat central, collectivités territoriales, organismes à but non lucratif, coopération bilatérale ou multinationale

3. Réguler et évaluer

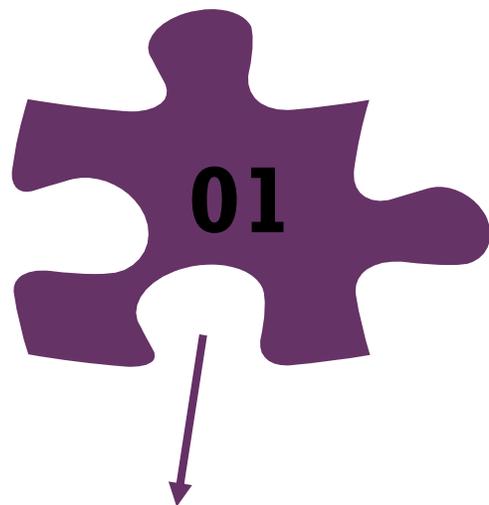
Normes et règles (énoncé et application), suivi et contrôle de qualité, évaluation

4. Planifier l'extension



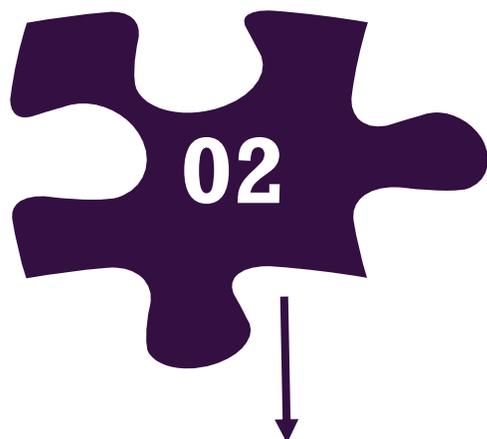
+

Priorisation temporelle



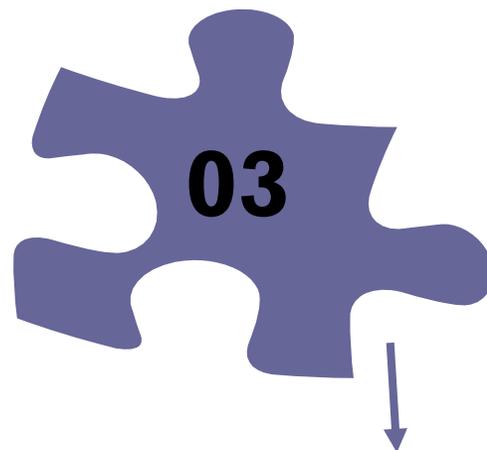
Très court terme
(6 mois – 2 ans)

1. **Politique Nationale PPS**
2. Diagnostics locaux
3. Coordinations pour plaidoyer et +



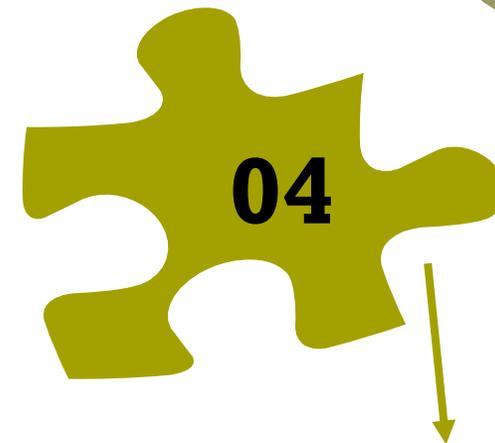
Court terme
(2 – 3 ans)

1. Diagnostics locaux
2. **Plans de PPS/TSS/PDP**
3. Clarification décentralisation, financement
4. Voies intégration OBNL



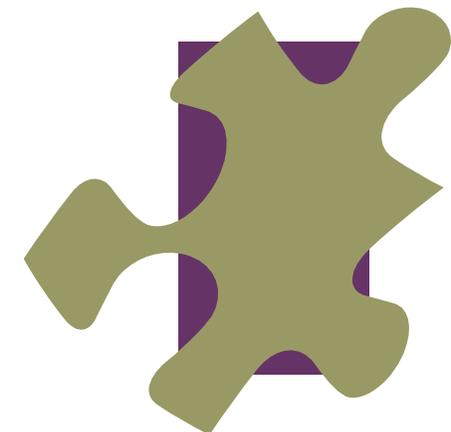
Moyen terme
(3 – 6 ans)

1. **Pilotes / Plans**
2. Construction compétences locales
3. Exercice Redevabilité
4. **Suivi-évaluation**



Long terme
(6 ans et +)

1. Evaluation Pilotes
2. Mise en oeuvre Plans révisés
3. Pérennisation



	ORIENTATION GÉNÉRALE	ETAT	COLLECTIVITÉS LOCALES	ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF destinés aux ménages et à leurs organisations	ORGANISATIONS DE BASE	ORGANISATIONS INTERNATIONALES	
ETAT	1. STRATÉGIE ET POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION ET DE PROMOTION SOCIALES ET DE PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE 2. EVALUATION DE L'EXISTANT 3. PLAN DE PPrS/TSS/PDP pour les sites frontaliers, avec définition des objectifs, des cibles et des rôles des acteurs locaux, publics ou non.	1. Clarifier les fonctions de PPrS/TSS/PDP et les enjeux de politiques sociales au niveau de l'Etat central et en termes de décentralisation 2. Définir une stratégie de réduction de la balkanisation	1. Organiser la décentralisation 2. Construire la fonction publique territoriale 3. Clarifier et institutionnaliser le rôle des collectivités locales en matière de PPrS/TSS/PDP et en particulier de protection sociale réactive aux crises	1. Clarification des rôles des OBNL dans le Plan de PPrS/TSS/PDP 2. Spécification des conditions de participation au Plan de PPrS/TSS/PDP (enregistrement, normes de fonctionnement et de reddition de comptes)	1. Clarification des rôles des OCBC dans le Plan de PPrS/TSS/PDP 2. Spécification des conditions de participation au Plan de PPrS/TSS/PDP	1. Clarification des rôles des organisations internationales vis-à-vis de l'Etat central, de la décentralisation et des acteurs locaux non-étatiques 2. Spécification des rôles des OI dans le Plan de PPrS/TSS/PDP ET des conditions de participation au Plan (normes de fonctionnement et de reddition de comptes)	
COLLECTIVITÉS LOCALES	1. PLAIDOYER AUPRÈS DE L'ETAT CENTRAL POUR LA PPrS/TSS/PDP DANS LA DÉCENTRALISATION. 2. PROPOSITION DE TROIS FONCTIONS (référencement en matière d'assistance sociale, planification locale de la promotion sociale en articulation avec la planification locale du développement, gestion des mécanismes de protection sociale réactive aux crises) 2. Etablissement d'un registre des acteurs, des prestations et des services pour alimenter un système d'informations sociales lié à la Politique Nationale de PPrS/TSS/PDP	1. Double plaidoyer auprès de l'Etat pour la PPrS/TSS/PDP et la décentralisation 2. Participation des Collectivités Locales à l'élaboration du PLAN de PPrS/TSS/PDP des sites frontaliers	1. Organiser la concertation entre collectivités locales haïtiennes et dominicaines de la zone frontalière pour le plaidoyer 2. Organisation des synergies et complémentarités entre collectivités locales haïtiennes à l'intérieur des communes et entre les communes en fonction des lignes stratégiques de la PPrS/TSS/PDP, des enjeux locaux de PPrS/TSS/PDP et de la décentralisation	<h1>Une démarche participative</h1> <h2>Des interrelations entre les acteurs, d'un niveau à l'autre</h2>			





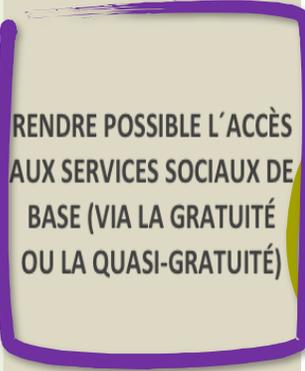
Débat
Retour sur le régime de bien-être
De l'Etat central aux familles



Fonctions du complexe PPS/TSS/PDP

par pilier et sous-pilier

PROTECTION SOCIALE				PROMOTION SOCIALE			PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE	
PILIER NON-CONTRIBUTIF		PILIER CONTRIBUTIF		RÉGULATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL	EMPLOYABILITÉ ET INTERMÉDIATION	CRÉATION D'EMPLOIS	APPUI À L'ENTREPRISE ET À L'ENTREPRENEURIAT	RESPECT DES DROITS ET VEILLE SUR LE RESPECT DES DROITS
ASSISTANCE SOCIALE	SOINS SOCIAUX	ASSURANCE SOCIALE						
GARANTIR UN REVENU SUFFISANT POUR FINANCER UNE VIE DIGNE	RENDRE POSSIBLE L'ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE (VIA LA GRATUITÉ OU LA QUASI-GRATUITÉ)	FAVORISER L'AUTONOMISATION DES PERSONNES	GARANTIR UN REVENU SUFFISANT POUR FINANCER UNE VIE DIGNE	ASSURER LES CONDITIONS DU TRAVAIL DÉCENT	RENDRE POSSIBLE L'ACCÈS À L'EMPLOI ET FAVORISER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE	FAVORISER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE	FAVORISER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE	CONSTRUIRE LA CITOYENNETÉ PLEINE (ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE)



PROTECTION SOCIALE					PROMOTION SOCIALE			PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE	
PILIER NON-CONTRIBUTIF			PILIER CONTRIBUTIF	RÉGULATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL	EMPLOYABILITÉ ET INTERMÉDIATION	CRÉATION D'EMPLOIS	APPUI À L'ENTREPRISE ET À L'ENTREPRENEURIAT	RESPECT DES DROITS ET VEILLE SUR LE RESPECT DES DROITS	
ASSISTANCE SOCIALE	SOINS SOCIAUX		ASSURANCE SOCIALE						
ETAT									
TRANSFERTS SOCIAUX	DISPENSE DE FRAIS / GRATUITÉ	SUBVENTIONS	SOINS AUX PERSONNES	ASSURANCES	RÉGULATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DES DROITS DES TRAVAILLEURS	FORMATION PROFESSIONNELLE ET INTERMÉDIATION	EMPLOIS PUBLICS TEMPORAIRES ET AIDE À L'EMPLOI NON-PUBLIC	PROMOTION, FINANCEMENT ET ASSISTANCE TECHNIQUE AUX MICRO-ENTREPRISES	VEILLE SUR LE RESPECT DES DROITS, APPUI À LA DÉFENSE DES DROITS, PROMOTION DES DROITS
ENTREPRISES PRIVÉES									
			SOINS AUX PERSONNES SUBVENTIONNÉS OU PAR DÉLÉGATION	ASSURANCE PRIVÉE (SANTÉ, RETRAITE)				INSTITUTION DE MICRO-FINANCE SUBVENTIONNÉE OU PAR DÉLÉGATION	
ORGANISATIONS DE LA "SOCIÉTÉ CIVILE" ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES									
TRANSFERT MONÉTAIRE OU EN NATURE AUX MÉNAGES	DISPENSE DE FRAIS / GRATUITÉ		SOINS AUX PERSONNES SUBVENTIONNÉS, PAR DÉLÉGATION, OU PAR MOBILISATION COMMUNAUTAIRE	MUTUELLE DE SOLIDARITÉ		FORMATION PROFESSIONNELLE	CRÉATION D'EMPLOIS	COOPÉRATIVE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT	APPUI AUX CITOYENS AUX DROITS LÉSÉS, VEILLE ET PLAIDOYER SUR LE RESPECT DES DROITS
MÉNAGES									
TRANSFERT (DON) MONÉTAIRE OU EN NATURE ENTRE MÉNAGES			SOINS AUX PERSONNES (TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ DES FEMMES)	ABSORPTION DES COÛTS DE LA SANTÉ (OUT-OF-POCKET) + PRISE EN CHARGE FAMILIALE POUR MALADIE				DON OU PRÊT À LA MICRO-ENTREPRISE	

Un système de relations entre institutions et familles (ménages)

